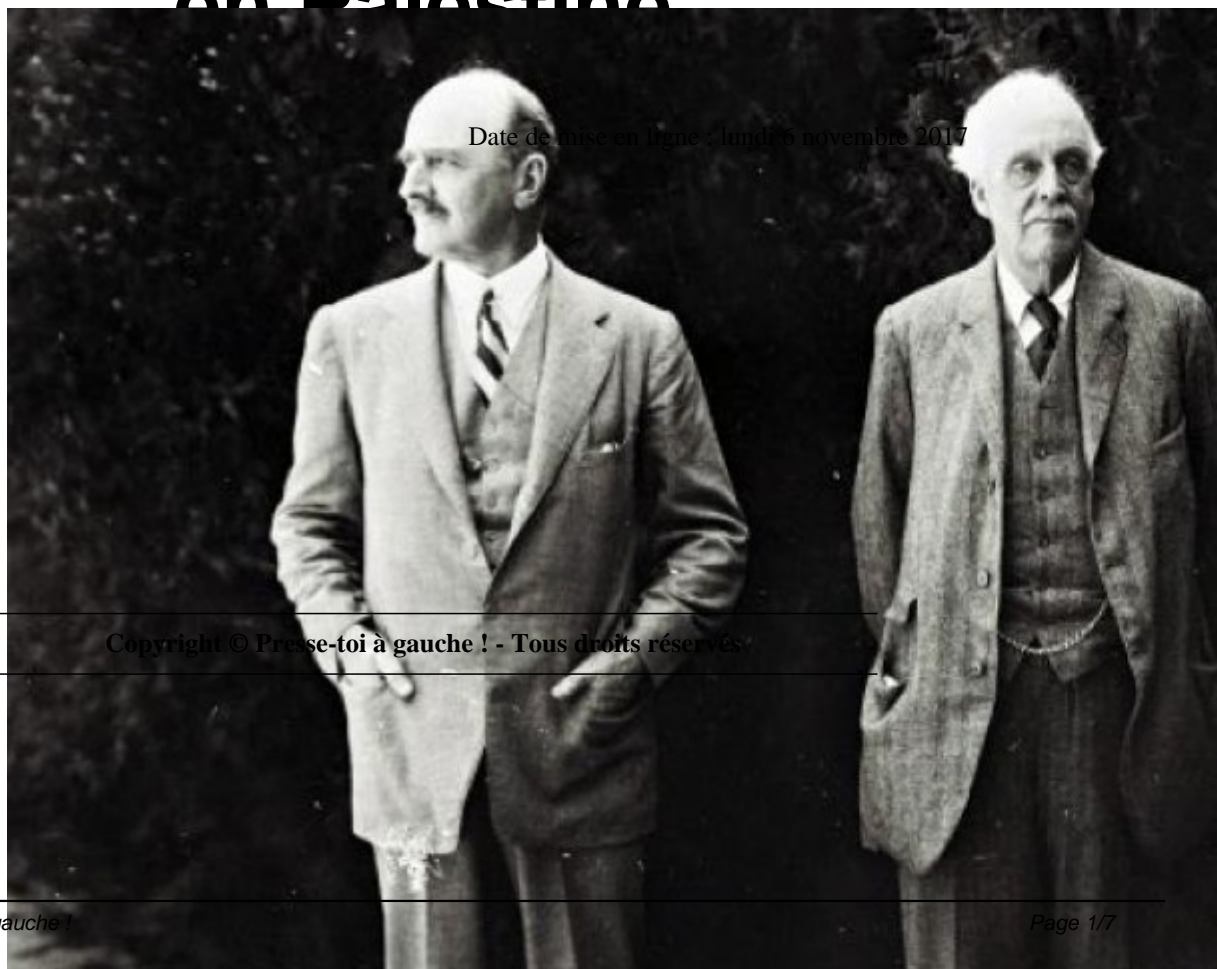




Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Centenaire-de-la-Declaration-Balfour-un-siecle-de-depossession-et-de-resistance>

Centenaire de la Déclaration Balfour : un siècle de dépossession et de résistance en Palestine



Date de mise en ligne : lundi 6 novembre 2017

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés.

Le 2 novembre 1917, le ministre britannique des Affaires étrangères, Arthur Balfour, adressait une lettre à Lionel Walter Rotschild, membre éminent de la communauté juive en Grande-Bretagne et grand argentier du mouvement sioniste. Cette lettre, connue sous le nom de « déclaration Balfour », est un moment clé de l'histoire de la Palestine, puisque pour la première fois le gouvernement d'une grande puissance s'engageait à appuyer le mouvement sioniste, alors ultra-minoritaire dans les communautés juives. La déclaration Balfour scelle l'alliance entre sionisme et impérialisme, en même temps qu'elle scelle le sort des Palestiniens : ils sont symboliquement dépossédés de leur terre par une puissance coloniale qui l'attribue à un mouvement dont nombre de dirigeants ne cachent pas leur intention de les en déposséder physiquement. Pour l'écrivain Arthur Koestler, avec la déclaration Balfour, « une nation a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième ».

Tiré de [Europe solidaire sans frontière](#).

Une dépossession symbolique ouvrant la voie à la dépossession physique

Les articles de la rubrique Idées n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'organisation mais de camarades qui interviennent dans les débats du mouvement ouvrier. Certains sont publiés par notre presse, d'autres sont issus de nos débats internes, d'autres encore sont des points de vue extérieurs à notre organisation, qui nous paraissent utiles.

Le 2 novembre 1917, le ministre britannique des Affaires étrangères, Arthur Balfour, adressait une lettre à Lionel Walter Rotschild, membre éminent de la communauté juive en Grande-Bretagne et grand argentier du mouvement sioniste.

Par cette lettre, Balfour apportait le soutien officiel du gouvernement au projet d'établissement d'un « foyer national pour le peuple juif » en Palestine, alors sous administration ottomane : « Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politiques dont les Juifs disposent dans tout autre pays. Je vous serais obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste. »

Un siècle de dépossession

Cette promesse, connue sous le nom de « déclaration Balfour », est un moment clé de l'histoire de la Palestine, puisque pour la première fois le gouvernement d'une grande puissance s'engageait à appuyer le mouvement sioniste, alors ultra-minoritaire dans les communautés juives. La déclaration Balfour scelle l'alliance entre sionisme et impérialisme, en même temps qu'elle scelle le sort des Palestiniens, ils sont symboliquement dépossédés de leur terre par une puissance coloniale qui l'attribue à un mouvement dont nombre de dirigeants ne cachent pas leur intention de les en déposséder physiquement. Pour l'écrivain Arthur Koestler, avec la déclaration Balfour, « une nation a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième ».

Se souvenir, 100 ans plus tard, de la promesse britannique, c'est rappeler que pour les Palestiniens, la lutte contre la

dépossession n'a pas commencé en 1967, après l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ni même en 1948, au moment de la création de l'État d'Israël. Le processus de dépossession s'étale sur un siècle et, contrairement à la mythologie entretenue par le mouvement sioniste et ses alliés, la résistance palestinienne est antérieure aux premières guerres israélo-arabes, avec notamment la grande révolte de 1936, matée conjointement par les Britanniques et les milices armées sionistes.

Discriminations structurelles

La déclaration Balfour inscrit dans le langage diplomatique international le déni des droits nationaux des Palestiniens, puisque seuls sont mentionnés leurs droits « civils et religieux », et qu'ils sont qualifiés, par un euphémisme destiné à nier leur identité, de « collectivités non juives ». Les 700 000 Arabes de Palestine (plus de 90 % de la population) sont réduits au statut de résidents sans droits politiques, ce qui valide a posteriori la thèse des dirigeants sionistes selon laquelle la Palestine serait « une terre sans peuple ». 50 ans plus tard, la dirigeante israélienne Golda Meïr déclarera, à propos des territoires occupés par Israël : « Comment pourrions-nous rendre ces territoires ? Il n'y a personne à qui les rendre. »

Se souvenir, 100 ans plus tard, de la promesse britannique, c'est ainsi comprendre que l'oppression et les discriminations coloniales subies par les Palestiniens ne sont pas un accident de parcours, mais le produit d'une longue histoire. La résistance palestinienne à ce processus de longue durée n'a jamais cessé, même si l'on doit reconnaître que le mouvement national traverse aujourd'hui une crise historique et que les Palestiniens font face à un rapport de forces considérablement dégradé. Une chose est certaine : l'apartheid israélien est un phénomène structurel, qui ne pourra être aboli que si les fondements même de l'État d'Israël et son rôle d'avant-poste de l'impérialisme occidental dans la région sont analysés, dénoncés et combattus.

Julien Salingue

« Ma patrie n'a jamais été propriété de Balfour et il n'avait aucun droit de la transférer »

Un siècle après la déclaration Balfour, Ramzy Baroud, journaliste et écrivain palestino-étatsunien, exprime un point de vue palestinien sur la décision britannique de 1917. Texte initialement publié sur aljazeera.net, traduction Julien Salingue.

Quand j'étais un enfant qui grandissait dans un camp de réfugiés à Gaza, j'attendais le 2 novembre. Ce jour-là, chaque année, des milliers d'étudiants et d'habitants du camp descendaient sur la place principale, brandissant des drapeaux palestiniens et des pancartes, pour condamner la déclaration Balfour.

À vrai dire, mon impatience était surtout motivée par le fait que les écoles fermeraient ce jour-là, et qu'après une courte mais sanglante confrontation avec l'armée israélienne, je rentrerais tôt auprès de ma mère aimante, mangerai un snack et regarderai des dessins animés.

À l'époque, je n'avais aucune idée de qui était réellement Balfour, et comment sa « déclaration » datant d'il y a tant d'années avait changé le destin de ma famille et, au-delà, ma vie et celle de mes enfants.

Tout ce que je savais, c'est que Balfour était une mauvaise personne et qu'à cause de son terrible méfait, nous survivions dans un camp de réfugiés, encerclés par une armée violente et un cimetière, en perpétuelle expansion, rempli de « martyrs ».

« Aucun droit de transférer ma patrie à quelqu'un d'autre »

Des décennies plus tard, le destin m'amènerait à visiter l'église de Whittingehame, une petite paroisse, où Arthur James Balfour est maintenant enterré.

Alors que mes parents et mes grands-parents sont enterrés dans un camp de réfugiés, un espace toujours plus réduit, victime d'un siège perpétuel et souffrant d'incommensurables difficultés, le lieu de repos de Balfour est une oasis de paix et de calme. La prairie vide autour de l'église serait assez grande pour accueillir tous les réfugiés de mon camp.

Finalement, j'ai pris pleinement conscience des raisons pour lesquelles Balfour était une « très mauvaise personne ».

Premier ministre de Grande-Bretagne, puis ministre des Affaires étrangères à partir de la fin de l'année 1916, Balfour a promis ma patrie à un autre peuple. Une promesse faite le 2 novembre 1917 au nom du gouvernement britannique, sous la forme d'une lettre envoyée au dirigeant de la communauté juive de Grande-Bretagne, Walter Rothschild.

À l'époque, la Grande-Bretagne ne contrôlait même pas la Palestine, qui faisait encore partie de l'Empire ottoman. De toute façon, ma patrie n'a jamais été propriété de Balfour et il n'avait aucun droit de la transférer si négligemment à quelqu'un d'autre. (...)

Des accords Sykes-Picot à la déclaration Balfour

Balfour n'agissait évidemment pas en son nom propre... Certes, la déclaration porte son nom, mais il était en réalité le fidèle agent d'un empire qui avait des intentions géopolitiques à grande échelle, pas seulement pour la Palestine, mais bien pour la Palestine en tant que partie d'un environnement arabe plus large.

Juste un an plus tôt, un autre document sinistre avait été élaboré, bien que secrètement. Il avait été approuvé par un autre diplomate britannique de haut rang, Mark Sykes, et, au nom de la France, par François Georges-Picot. Les Russes furent informés de l'accord, car ils recevaient eux aussi une part du gâteau ottoman.

Le document indiquait que, lorsque les Ottomans seraient écrasés, leurs territoires - dont la Palestine - seraient divisés entre les futures parties victorieuses.

L'accord Sykes-Picot, également connu sous le nom d'accord pour l'Asie mineure, a été signé en secret il y a un siècle, deux ans après le début de la Première Guerre mondiale. Il révélait la nature brutale des puissances coloniales, qui considéraient rarement la terre et ses ressources en lien avec ceux qui vivaient sur cette terre et possédaient ces ressources. (...)

Les mandats britanniques et français ont été établis sur des entités arabes divisées, tandis que la Palestine a été livrée au mouvement sioniste un an plus tard, lorsque Balfour a transmis la promesse du gouvernement britannique, condamnant la Palestine à un destin fait de guerre et d'instabilité perpétuelles.

Promesses condescendantes et mensonges

L'idée des « faiseurs de paix » et des « honnêtes négociateurs » occidentaux, omniprésents dans tous les conflits du Moyen-Orient, n'est pas nouvelle. La trahison britannique des aspirations arabes remonte à des décennies. Les Britanniques ont utilisé les Arabes comme des pions dans leur grand jeu contre leurs concurrents coloniaux, pour ensuite les trahir tout en se présentant comme des amis aux bras chargés de cadeaux.

Cette hypocrisie n'a jamais été autant mise en évidence que dans le cas de la Palestine. Depuis la première vague de migration juive sioniste en Palestine en 1882, les pays européens facilitaient l'installation des colons et de leurs ressources, tandis que de nombreuses colonies, grandes et petites, étaient établies. Lorsque Balfour a envoyé sa lettre à Rothschild, l'idée d'une patrie juive en Palestine était donc déjà crédible.

Pourtant, de nombreuses promesses condescendantes avaient été faites aux Arabes pendant les années de la Grande Guerre, lorsque le leadership arabe auto-proclamé prenait le parti des Britanniques dans leur guerre contre l'Empire ottoman. On avait alors promis aux Arabes une indépendance immédiate, y compris pour les Palestiniens.

L'idée dominante chez les dirigeants arabes était que l'article 22 du pacte de la Société des nations devait s'appliquer aux provinces arabes dirigées par les Ottomans. Il avait été dit aux Arabes que leurs droits seraient respectés en tant que « mission sacrée de civilisation », et que leurs communautés seraient reconnues comme des « nations indépendantes ».

Lorsque les intentions des Britanniques et leurs liens avec les sionistes sont devenus trop évidents, les Palestiniens se sont rebellés, une rébellion qui, un siècle plus tard, n'a jamais cessé, car les conséquences atroces du colonialisme britannique et de la prise de contrôle totale de la Palestine par les sionistes se ressentent toujours après toutes ces années. (...)

Une inégalité originelle qui se perpétue

De fait, cette histoire continue de se rejouer chaque jour : les sionistes ont revendiqué la Palestine et l'ont renommée « Israël » ; les Britanniques continuent de les soutenir, sans jamais cesser de flatter les Arabes ; le peuple palestinien reste une nation territorialement fragmentée : dans les camps de réfugiés, dans la diaspora, sous occupation militaire ou traités comme des citoyens de seconde zone dans un pays où leurs ancêtres ont vécu depuis des temps immémoriaux.

Si Balfour ne peut pas être rendu responsable de tous les malheurs qui ont frappé les Palestiniens depuis qu'il a rendu publique sa courte mais tristement célèbre lettre, l'idée que sa « promesse » incarnait - un mépris total des aspirations du peuple arabe palestinien - a été transmise d'une génération de diplomates britanniques à l'autre, de la même façon que la résistance palestinienne au colonialisme est transmise de génération en génération.

Dans un texte publié dans Al-Ahram Weekly et intitulé « Vérité et réconciliation », le regretté professeur Edward Saïd a écrit : « Jamais la déclaration Balfour ni le mandat n'ont spécifiquement concédé aux Palestiniens de droits politiques en Palestine, seulement des droits civils et religieux. L'idée d'une inégalité entre Juifs et Arabes a ainsi été bâtie initialement par la politique britannique, puis par les politiques israéliennes et étatsuniennes. »

Cette situation d'inégalité se poursuit, et avec elle la perpétuation du conflit. Ce que les Britanniques, les premiers sionistes, les Américains et les gouvernements israéliens suivants n'ont jamais compris et continuent d'ignorer, à leur propre péril, c'est qu'il ne peut y avoir de paix en Palestine sans justice et sans égalité, et que les Palestiniens continueront de résister tant que demeureront les raisons qui ont été aux sources de leur rébellion il y a près d'un siècle.

Ramzy Baroud

« Colonialisme et antisémitisme associés ont donné la promesse d'un foyer national juif en Palestine »

Entretien avec Michèle Sibony, de l'Union juive française pour la paix (UJFP).

Julien Salingue - Nous sommes en novembre 2017, soit 100 ans après la déclaration Balfour. Comment comprendre, avec le recul, ce choix du gouvernement britannique ?

Michèle Sibony - En 1917, la Première Guerre mondiale et la révolution russe inquiètent la Grande-Bretagne. Alors que les accords Sykes-Picot signés en 1916 entérinent le découpage du Moyen-Orient ottoman entre la France et la Grande-Bretagne, ils prévoient un statut international pour la Palestine. La Grande-Bretagne croit au « pouvoir juif » : de nombreux textes d'hommes politiques de l'époque en attestent. Satisfaire les juifs étatsuniens permettrait d'obtenir l'aide militaire américaine refusée à la Triple-Entente, satisfaire les juifs russes très présents dans la révolution permettrait à la Russie de rester en guerre, la position de la Grande-Bretagne dans l'Orient arabe, notamment autour du canal de Suez, serait renforcée face à la France qui revendique aussi la Palestine comme partie de la Grande Syrie. La promesse de Balfour se veut donc un message envoyé aux juifs du monde entier tout en étant une forme de contrat de sous-traitance proposé aux sionistes juifs pour maintenir ou positionner ses intérêts impérialistes.

D'autre part, Balfour comme Lloyd George ont grandi dans un environnement évangéliste, à la fois antisémite et millénariste : l'avènement messianique passe par le retour des juifs sur la terre biblique [1]. Enfin, comme pour toutes les puissances coloniales de l'époque, les « indigènes » n'ont strictement aucune importance aux yeux de la puissance impériale. Colonialisme et antisémitisme associés donneront ainsi la promesse d'un foyer national juif en Palestine. Lord Montagu dans son « mémorandum sur l'antisémitisme actuel du gouvernement britannique » ne s'y trompe pas, et assume que « [les] Turcs et les autres musulmans seront regardés en Palestine comme des étrangers, exactement de la même façon que les juifs seront après cela traités en étrangers dans tous les pays sauf la Palestine ».

En quoi la déclaration Balfour a-t-elle contribué à légitimer et développer le mouvement sioniste ?

En réalité, en 1917 le sionisme est un mouvement ultra-minoritaire dans le monde juif, qu'il soit européen, russe ou américain. Les juifs assimilationnistes, comme les religieux orthodoxes et les juifs révolutionnaires sont totalement opposés au sionisme. Les religieux refusent le nationalisme qui veut remplacer la religion : à leurs yeux, seul le messie peut donner aux juifs la terre d'Israël. Le Bund, syndicat juif en Russie, Lituanie et Pologne, premier parti juif de Pologne, revendique le *doj kait* ou « ici-té » en français, c'est-à-dire la lutte pour l'amélioration de leur condition là où les juifs se trouvent, et une autonomie nationale et culturelle mais non territoriale dans un empire russe qu'ils souhaitent voir transformé en fédération des peuples [2]. Ainsi, si le sionisme est d'abord un colonialisme européen, l'antisémitisme est d'abord un anti-colonialisme juif. Les premiers et les plus nombreux antisémitistes ont été juifs... jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Et l'on ne parlera pas ici des juifs orientaux ou du Maghreb, ni reconnus, ni visés ni concernés, par le sionisme de cette époque. Cinq ans après la déclaration Balfour, le mandat sur la Palestine, confié par la SDN en 1922 à la Grande-Bretagne, reprend intégralement les termes de la promesse, et donne une validation, par le droit international, du sionisme comme implantation « nationale » juive en Palestine. La charte de l'OLP de 1964 faisait d'ailleurs commencer le sionisme d'État à partir de la déclaration Balfour, considérant de fait que les juifs arrivés avant cette date en Palestine étaient des immigrants ayant vocation à devenir palestiniens. C'est l'article 20, qui déclare que « la déclaration Balfour, le mandat pour la Palestine, et tout ce qui a été fondé sur eux, sont déclarés nuls et nonavenus... »

Les sionistes ont fini par se retourner contre leur parrain britannique, au point que certains ont parlé d'une guerre d'indépendance comme celle qui a eu lieu aux États-Unis. Que vaut cette comparaison ?

La naissance du nationalisme juif est l'un des fondements du sionisme, mais pas forcément étatique. Le sionisme étatique, qui reprend à son compte la conception européenne de l'époque sur l'État-nation, ignore les droits indigènes en bon mouvement colonial européen qu'il est. Cela va partiellement occulter, ou en tous cas donner un caractère secondaire, à la colonisation de la Palestine qui en découle : chaque peuple sur sa terre, un peuple sans terre sur une terre sans peuple. Le nature coloniale du sionisme sera alors invisibilisée pour beaucoup (mais pas pour les peuples arabes), et le sionisme sera considéré comme un nationalisme local entrant en concurrence avec le nationalisme palestinien. C'est ainsi que ce qui sera présenté par le mouvement sioniste comme la guerre d'indépendance contre la Grande-Bretagne va littéralement recouvrir et effacer le mouvement d'indépendance indigène palestinien en marche, comme il recouvre et efface la Naqba, la grande expulsion de 1948. De fait, le retrait de la Grande-Bretagne laisse en place une nouvelle puissance coloniale, Israël, qui continue à défendre les intérêts occidentaux sur lesquels elle n'a cessé de s'appuyer. On peut aussi rappeler que 1947, l'année du plan de partage de la Palestine, est aussi celle de la partition de l'Inde après le retrait de la Grande-Bretagne... Et qu'en 1917 Balfour répondait déjà à Montagu qui l'interrogeait sur le sort qu'il réservait à la Palestine : « Je veux créer une petite Ulster. »

100 ans plus tard, se souvenir de la déclaration Balfour, c'est se rappeler que les problèmes n'ont pas commencé en 1967, ni même en 1948. En quoi est-ce important pour comprendre les réalités actuelles ?

La déclaration Balfour constitue un moment clé dans l'inscription du sionisme dans le droit international, dont les étapes ultérieures seront le mandat confié par la SDN, puis le plan de partage de 1947 par l'ONU. Le mépris colonial qui a présidé à ces différentes étapes a permis le déracinement d'un peuple et la non-prise en compte de ses droits. Si l'on considère le processus d'Oslo, défunt depuis bientôt vingt ans comme le dernier avatar de cette gestion sous tutelle, on peut constater que les droits élémentaires du peuple palestinien n'y ont pas été préservés ou défendus, ni le droit au retour des réfugiés garanti par l'ONU, ni le statut de Jérusalem Est, ni même le semblant de partition (très inégale) se référant au précédent plan de partage de 1947. Tout cela pendant que la colonisation des territoires occupés en 1967 se poursuit, dans l'indifférence des mêmes nations qui ont poussé à la création du foyer national juif, initié par la Grande-Bretagne et la déclaration Balfour. Si la déclaration Balfour nous rappelle une chose, c'est bien que le seul processus en cours depuis la promesse, toujours renouvelé, est celui de la colonisation continue du territoire palestinien. La « solution » d'aujourd'hui passe par la décolonisation d'Israël comme régime colonial et la reconnaissance de droits égaux à tous les habitants actuels de la Palestine.

Propos recueillis par Julien Salingue

Notes

[1] K. Guediri, ESSF (article 42383), Palestine, World War One, Partition and Separation : The Balfour Declaration.

[2] R. Chekkat, « Juifs européens opposés au mouvement sioniste naissant : une histoire oubliée ? » : <https://www.etatdexception.net/juifs-europeens-contre-le-mouvement-sioniste-naissant-une-histoire-oubliee/>